

le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Décembre 1966 - 4^{me} Année - N° 38

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

Un syndicalisme fasciste qui s'ignore

C'est devenu depuis deux ans une revendication permanente, une protestation rituelle : la C.G.T. entend percevoir sa « juste part » de l'argent que le budget gaulliste prévoit pour la « formation sociale des travailleurs ». On ne saurait pourtant être dupe de cette formule hypocrite. La « formation » dont il s'agit concerne essentiellement les délégués et responsables syndicaux qui ont théoriquement pour tâche d'organiser la lutte contre le patronat et son représentant non déguisé, le fameux « gouvernement des monopoles ». Il faudrait que les chefs de la V^e République soient devenus subitement fous pour consacrer une fraction quelconque des deniers de l'Etat à la « formation » de gens qui sont en principe destinés à le combattre.

Aussi n'est-il nullement question de cela. En finançant une partie de l'éducation technique des cadres syndicaux, le capitalisme se prépare des alliés et non des adversaires. Aussi même que le pouvoir gaulliste ait eu l'idée originale de bailler des fonds à l'organisation traditionnelle de défense des intérêts immédiats des ouvriers, les cadres des grandes centrales syndicales avaient depuis longtemps cessé d'être, pour le patronat, pour le gouvernement, pour le capitalisme en général, des ennemis. Durant des années et des années de conflits sociaux stériles, ils avaient prouvé n'être plus des lutteurs, mais des diplomates préférant l'arbitrage à la grève, réclamant des discussions et non le combat à outrance. Et dans le train-train routinier de leur activité quotidienne, en remplaçant la haine de classe par le « désir sincère d'arriver à des accords », en s'adonnant, non pas à la dénonciation des dures réalités de la société d'exploitation capitaliste, mais à la célébration des « grandes conquêtes sociales », en s'assimilant le maquis juridique de la législation du travail au lieu de se référer aux expériences historiques souvent tragiques de la classe ouvrière, ils étaient déjà, en puissance, ces bureaucrates serviles que l'initiative gouvernementale vise à créer. Ils n'étaient plus des meneurs, mais des fonctionnaires

syndicaux ; leur corruption idéologique avait tracé la voie de leur future corruption matérielle.

Si l'initiative gaulliste en faveur de « crédits syndicaux » ne faisait qu'officialiser cette évolution insensible du syndicalisme de collaboration de classe, il était normal qu'elle se réalise en premier lieu au bénéfice de ces organisations jaunes qui ont nom Force Ouvrière et C.F.D.T. et qui, dès leur naissance, ont fait preuve de la plus grande servilité vis-à-vis des volontés patronales ou étatiques. Participant aux séances des grands organismes officiels, siégeant au Conseil économique et même cautionnant par leur présence les travaux de la « Commission à la Productivité », les deux grandes centrales du réformisme social-démocrate et du progressisme chrétien, avaient donné d'innombrables preuves de leur « bonne volonté » en faveur de la paix sociale et contre la lutte des classes. Elles avaient donc bien mérité l'argent que leur alloua, en 1964, le budget de l'Etat.

Mais la C.G.T. qui, elle, a été tenue à l'écart de ces générosités, n'a-t-elle pas acquis des mérites identiques depuis l'époque lointaine et oubliée où elle dénonçait à l'égal d'une trahison le renflouement financier de Force Ouvrière par la Confédération du patronat français ? N'a-t-elle pas mis bien de l'eau dans son vin depuis l'époque où elle attaqua furieusement les mensonges de la « prospérité à l'américaine » ? N'est-elle pas devenue « raisonnable » ? N'a-t-elle pas dit et répété qu'elle n'envisage plus la grève que pour imposer la négociation ? N'a-t-elle pas pris place à son tour dans les organismes officiels où siégeaient déjà ses deux rivales ? Ne rêvait-elle pas l'état dernier encore de régler le conflit des salaires du secteur privé par un vaste accord contractuel avec le Patronat ? N'a-t-elle pas depuis longtemps répudié comme « dépassée » l'idée de la nécessité de la révolution sociale pour détruire le capitalisme ? Ne s'est-elle pas prononcée, inconditionnellement, pour les voies nationales, pacifiques, parlementaires du socialisme ?

Alors pourquoi, selon ses propres

termes, cette « discrimination » qui ne lui accorde, dans les fonds d'Etat destinés à la formation des délégués syndicaux, que 250.000 anciens francs, soit le dixième seulement de ce qui devrait lui revenir ? C'est une injustice, disent les dirigeants de la C.G.T. Et nous sommes d'accord avec eux : avec ce qu'ils ont fait durant ces dernières années pour empêcher le déchaînement de la lutte ouvrière, ils méritent bien plus. En « laissant pourrir » la grande grève des mineurs de 1963, en cloisonnant les grèves de l'automobile il y a deux ans, en fractionnant les luttes dans la construction navale, en remplaçant les grèves par des démarches auprès de l'Inspecteur du travail, en répondant aux licenciements par de beaux discours, en ripostant aux lock-out par des jérémiades implorant la « reprise des discussions », en rabâchant aux ouvriers qu'il suffit de bien voter pour mettre le patronat à la raison, ils ont largement mérité la meilleure part des deniers corrupteurs que l'Etat capitaliste leur refuse encore.

Si cette « injustice » du pouvoir gaulliste sauve encore un peu la face d'une organisation prête à se vendre, elle nous vaut cependant de connaître déjà son vrai visage par les arguments qu'elle avance à l'appui de sa protestation. C'est en invoquant « le rôle considérable des syndicats dans le pays », c'est au nom de leur « fonction nationale » qu'elle réclame ce qu'elle appelle « son droit, rien que son droit, tout son droit ». Ainsi, ouvertement, la C.G.T. ne se considère plus comme l'organisation d'une classe en lutte et en révolte contre une société déterminée, elle affirme jouer un rôle d'utilité générale au sein de cette même société. Comme en régime d'exploitation capitaliste de la force de travail, n'est reconnu « d'utilité publique », que ce qui sert les intérêts du capital, la C.G.T., par ces déclarations, a fixé sans aucun doute possible, le camp social dont elle fait partie et qu'en fait elle avait déjà rejoint lorsqu'elle s'était affirmée, non plus révolutionnaire, non plus destructrice de capitalisme et de salariat — comme elle l'avait inscrit orgueilleusement sur son premier drapeau — mais artisan de la grandeur française et champion de la production nationale.

Mais quel est donc le système politique qui, pour la première fois

(Suite en page 4)

La crise allemande

Malgré la guerre du Vietnam, à propos de laquelle d'ardents hommes de bonne volonté (depuis les gens de lettres et les prix Nobel jusqu'aux plus grands philosophes et au Pape) se dépensent sans compter pour dénoncer son « injustice » et surtout le risque de guerre mondiale qu'elle impliquerait, la détente continue de régner dans le monde entier.

La détente a commencé à l'automne de 1962 par l'accord américano-russe sur le dos de la révolution nationale cubaine, c'est-à-dire aux dépens de l'ensemble des peuples sous-développés du monde, comme le peuple du Vietnam en fait la tragique expérience. Et depuis, avec la même obstination qu'elles avaient mise à prouver aux masses, de 1945 à 1962, que l'humanité vivait « au bord du gouffre », toutes les propagandes officielles occidentales ou orientales cherchent à les convaincre que tout peut s'arranger, qu'aucune difficulté n'est insurmontable, aucun problème insoluble, si l'on veut bien s'entendre toutefois pour surveiller de près le barbare chinois.

Notre courant, avec la même persévérance qu'il affirmait, dès 1947, que la guerre froide ne devait en aucune façon aboutir à un conflit armé entre l'Est et l'Ouest, nie depuis 1962 que la détente puisse permettre la solution des contradictions incoercibles du mode de production capitaliste mondial. Non seulement la détente ne peut les résoudre, mais elle s'accompagne, au contraire, d'une manifestation visible de leur aggravation. Condamnées à « co-exister », les économies des groupes capitalistes ennemis et

leurs « dirigeants » font des tentatives désespérées pour trouver une issue « pacifique » à leurs difficultés.

C'est au moment où ils proclamèrent la nécessité de la détente que les Etats-Unis mirent tous leurs espoirs dans le « grand dessein » d'une libéralisation générale des échanges (avec la négociation Kennedy, les U.S.A., despote du marché mondial du XX^e siècle, ne font que reprendre la politique anglaise du free-trade). C'est au moment où ils acceptaient définitivement la détente que les Russes s'orientaient délibérément vers la libéralisation économique intérieure, la concurrence inter-entreprises et la réhabilitation du profit d'entreprise et de la rentabilité, comme pouvant seuls rendre la production russe compétitive sur le marché mondial. C'est alors que le vieux lion britannique demandait à entrer dans la cage du marché commun, mais aussi que le « grand européen » Adenauer devait céder la place à Ludwig Erhard, prétendu auteur du « miracle » économique allemand.

Aujourd'hui Erhard s'en va et tout le monde parle de crise. Non pas de crise ministérielle à la façon du célèbre cirque hémicycle français, mais d'une crise plus profonde qui affecte les principaux domaines de la vie sociale allemande (économie, armée, politique étrangère), en fait, l'ensemble de la politique du capital financier allemand. Et, bien entendu, avec la myopie qui caractérise la pensée politique bourgeoise, d'accuser Erhard d'être responsable de cette crise par son manque d'initiative, d'autorité.

En réalité, la crise a commencé avec le départ d'Adenauer, c'est-à-dire avec la fin de la période de grande prospérité due à la reconstruction d'après-guerre et à la destruction des structures internes et surtout externes (en Europe, grâce à la C.E.C.A. et à la C.E.E. ; dans le reste du monde, grâce à la « décolonisation »). C'est pendant cette période que l'Allemagne est redevenue (malgré la « défaite » !) la troisième puissance économique du monde et la seconde puissance commerciale du monde. Or, cette prospérité ne fut pas seulement allemande. Elle fut aussi le fait du Japon qui a connu le boom le plus spectaculaire ; des Etats-Unis, dont le rythme de croissance ne fléchit qu'en 1949 et 1958 pour repartir de plus belle ; de la France même qui n'avait plus connu une telle fièvre productive depuis le second Empire.

L'Allemagne de l'Ouest doit donc trouver de nouveaux débouchés et n'en négliger aucun. C'est ici que se pose la question des relations avec les pays de l'Est et en particulier avec la République Démocratique allemande. Jusqu'à présent, la seconde puissance commerciale du monde n'entretient avec ses voisins pourtant proches et dont l'économie lui est en grande partie complémentaire, que des rapports insignifiants (4 % de ses exportations pour l'ensemble des pays de l'Est, et pour la R.D.A., 1,6 % de son commerce extérieur total, exportations et importations, c'est-à-dire douze fois moins qu'avant-guerre).

(Suite en page 4)

On recherche :

parlement démocratique...

Le maréchal Costa e Silva, président de la République brésilienne, a déclaré avant les élections du 15 novembre : « Mon gouvernement aura besoin d'un Parlement solide et réellement présent à mes côtés... ».

S'adresser au P.C.F. qui recherche un gouvernement voulant bien de sa présence ou à Moscou, palais du Kremlin, qui prendra toutes les commandes.

« Victoire sur la haine »...

« L'Humanité » a salué en ces termes l'amnistie accordée par le gouvernement espagnol pour tous les délits politiques remontant à la guerre civile : « Trente ans après le début de l'affrontement, le peuple d'Espagne et tous ceux qui l'aident dans sa lutte pour l'amnistie viennent de remporter une nouvelle victoire sur la haine et l'esprit de vengeance qui animent encore les ultras du régime » (14 novembre 1966).

Mais la plus grande « victoire » du pacifisme civique sera

encore la lente conversion du général Franco au régime démocratique et son « projet de loi organique de l'Etat ». Et « L'Humanité » commente : « Il est bien évident qu'on ne peut parler de liquidation totale des séquelles de la guerre tant que le peuple espagnol reste sous la menace des lois qui découlent de l'esprit de guerre civile... »

Quand fêtera-t-on ces retrouvailles ? Après les « socialistes du Kaiser », les « communistes » du Caudillo !

Réunions de sympathisants et lecteurs

A MARSEILLE

Notre cycle de réunions se poursuivra par une série d'exposés consacrés aux :

ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION RUSSE

Une première réunion a été consacrée aux rapports entre le mouvement révolutionnaire russe du siècle dernier et le marxisme. Les réunions suivantes nous porteront au cœur du mouvement prolétarien marxiste en Russie, mettant en relief les enseignements positifs de la première victoire durable, à l'échelle d'un grand pays, de la dictature du prolétariat — plus « actuels » que jamais, n'en déplaise aux divers révisionnistes ou « modernisateurs » du marxisme —, comme les dures leçons de sa défaite et de sa dégénérescence dont seul le marxisme le plus orthodoxe peut donner la clé.

Ces réunions s'articuleront ainsi :

- 1905 : MENCHEVISME ET BOLCHEVISME
- LA VICTOIRE D'OCTOBRE 1917
- LES PREMIERES ANNEES DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT
- LA DEGENERESCENCE DE LA REVOLUTION RUSSE

La prochaine de ces réunions se tiendra le samedi 17 décembre, à 20 h. 30, au siège du journal, 7, cours d'Estienne d'Orves (4^{me} étage), sur le thème :

1905 : MENCHEVISME ET BOLCHEVISME

Lecteurs et sympathisants sont cordialement invités à y participer.

Le "Socialisme" russe, un mythe périmé

Miné par ses propres contradictions, durement secoué par les événements, l'édifice de l'opportunisme stalinien est en train de s'écrouler ; tous les travaux de ravalement n'y pourront rien : ce sont les fondations mêmes qui cèdent.

Déjà le fameux « monolithisme » des partis « communistes » n'est plus qu'un souvenir : le polycentrisme et les voies nationales lui ont réglé son compte. Le camp socialiste ne se porte guère mieux. Les symptômes de sa maladie sont allés s'aggravant, de l'insurrection hongroise que la « déstalinisation » fut impuissante à prévenir, à la rupture complète entre les deux géants « socialistes », U.R.S.S. et Chine, consommée sur l'autel du commerce « fraternel » et à « avantages réciproques ». Ce camp socialiste « puissant et uni » qui devait conquérir le monde par la vertu de l'exemple « socialiste » avoue aujourd'hui n'être rien d'autre que le champ clos de rivalités nationales et de concurrences économiques sans merci. Il se vantait naguère d'entrer en compétition avec l'impérialisme ; il lui sert aujourd'hui de marché de débouché pour ses produits industriels et ses capitaux, comme le prouve avec éclat la firme Fiat empruntant à Wall Street pour construire son usine à Togliatti (U.R.S.S.). Il exaltait sa force qui devait tenir l'agresseur impérialiste en respect : il lui faut avouer son impuissance devant les U.S.A. qui écrasent le peuple vietnamien en toute tranquillité. Il n'en reste finalement plus qu'un symbole révélateur : la Banque de Moscou !

Du coup, c'est aussi le mensonge dont l'opportunisme stalinien avait enveloppé la dernière guerre mondiale qui se dissipe. En mêlant leur voix au chœur des démocrates pacifistes, en stigmatisant le fascisme et le militarisme yankee, c'est eux-mêmes que les héritiers russes ou pro-chinois de Staline condamnent. Oui, le fascisme, l'impérialisme a gagné la guerre et son meilleur représentant a pu tirer les marrons du feu ; oui, les millions de prolétaires massacrés dans la guerre « anti-fasciste » l'ont été pour la plus grande gloire de l'impérialisme n° 1 ! Mais qui, sinon vous, les y avait entraînés ? Quel beau bilan que celui de votre « réalisme » qui trouvait « habile » de mettre les forces ouvrières au service d'un camp impérialiste contre l'autre, jugé plus « dangereux », au prix d'un reniement complet de ce qui pouvait encore leur rester d'internationalisme : le mouvement ouvrier ne s'en est pas relevé, l'impérialisme en est sorti plus puissant, plus armé que jamais.

Mais c'est la racine même de l'opportunisme stalinien qui pourrait aujourd'hui, c'est-à-dire la croyance au « socialisme russe » qui masquait la contre-révolution sanglante qui détruisit le pouvoir prolétarien en Russie et liquida l'Internationale Communiste. La « libéralisation » économique, le démantèlement de la planification d'Etat pour donner libre cours aux lois du marché, la rentabilité affirmée comme critère suprême, les hymnes au profit « socialiste », les droits accrus des directeurs d'entreprise et l'autonomie grandissante de leur firme : autant d'aveux faits par la Russie bourgeoise de sa véritable nature.

★

Cette avalanche ne pouvait manquer de secouer quelque peu les idéologues patentés du socialisme national. Certes, ils avaient l'habitude d'avaler des couleuvres, de courber l'échine et de cirer les bottes, mais ces qualités ont passé de mode à l'heure de la « démocratie véritable » : le mensonge servile, mais massif, a fait place au mensonge servile, mais diversifié. On s'interroge, on discute, on élabore : comment interpréter, au juste, les dernières mesures économiques adoptées en U.R.S.S. ?

Certains, sans doute trop naïfs, y vont carrément. D'autres, visiblement effrayés de ce que le sol se dérobe sous leurs pas, se voilent la face d'horreur. Et cela donne une édifiante polémique dans les colon-

nes de la revue du P.C.F. : **Economie et politique**.

Dans le numéro de juin 1955, un certain B. Paul, réfléchissant sur « le développement du mode de production collectiviste », formulait avec une belle audace cette découverte inspirée par l'étude de l'évolution économique de la Russie : non seulement le socialisme conserve la loi de la valeur et le marché, comme l'affirmait déjà l'illustre maréchalissime Staline lui-même, mais aussi le salariat. C'était clair, sans doute, mais faisait bon marché de la sueur de ce malheureux « théoricien » de Staline qui, épaulé par une armée d'académiciens plus compétents les uns que les autres, s'était évertué à montrer que si certaines catégories capitalistes (la valeur, le marché) subsistaient bien en Russie, au moins le rapport capitaliste fondamental, le salariat, avait disparu. Le raisonnement n'allait pas sans terribles grincements, mais enfin on niait : la forme du salariat, passe encore, la substance jamais !

Et voilà qu'un blanc bec jette tout ça par terre d'un trait de plume en avouant bêtement, par maladresse. C'était trop. Un certain J.

Ibarrola est accouru à la rescousse, dans un article du numéro d'octobre 66 de la même revue **Economie et Politique**. Cela nous vaut des pages immortelles.

Le problème est bien difficile, déclare ce monsieur. Les maîtres du marxisme, nous apprend-il (merci), « ont conclu au rétrécissement de la sphère de la production marchande à l'époque du socialisme, ce qui impliquait le dépeuplement progressif des catégories marchandes ». Mais, et c'est là que les choses se gâtent, c'est exactement le contraire qui se produit en U.R.S.S. et dans les diverses démocraties populaires. Même les efforts de ce malheureux Staline ont été vains : il insistait sur le fait que les moyens de production étaient propriété de l'Etat (on sait que les stalinien et tous leurs sous-produits voient dans la propriété d'Etat la négation de la propriété capitaliste, ce qui est parfaitement faux comme Engels, par exemple, dans son *Anti-Dühring*, l'a montré d'une manière limpide), mais depuis s'amenuisant, par la vente du matériel agricole aux kolkhozes, comme le signale Ibarrola lui-même, et par l'acquisition de moyens de pro-

duction par les entreprises industrielles elles-mêmes, ajoutons-nous.

C'est gênant, évidemment, mais faut-il en conclure, comme le fait bien légèrement ce B. Paul, que tout est marchandise en U.R.S.S. y compris la force de travail, faut-il en conclure, donc, que dans le paradis du socialisme national aussi, de la plus-value est extorquée au prolétariat, que la classe ouvrière subit une exploitation — car c'est de cela qu'il s'agit, c'est cela que recouvre le terme de salariat et Ibarrola, parfois, montre qu'il comprend le sens des mots qu'il emploie ? Jamais au grand jamais, répond-il. Et de se lancer à corps perdu dans la « démonstration ».

Bien sûr, dit-il en substance, les faits semblent donner raison à B. Paul : les ouvriers « semblent » recevoir un salaire et on « semble » donc acheter leur force de travail. Mais, comme le terrain économique est trop brûlant, Ibarrola s'en vole dans les hautes sphères des « rapports humains non économiques » (et les ouvriers russes jetés sur le pavé par les directeurs soucieux de la rentabilité de leur entreprise, est-ce qu'ils s'en évadent aussi facilement, eux ?) Dans la société capitaliste, dit-il, tout s'achète (c'est vrai) : l'habileté comme la conscience ou le talent. Pour faire bonne mesure il va même jusqu'à dire que la production artistique, littéraire ou scientifique est tout simplement déterminée par le salaire reçu par l'artiste, l'écrivain ou le savant, se couvrant du même coup de ridicule en réduisant le matérialisme dialectique à une doctrine de comptables : tu me découvres la relativité restreinte et tu auras un gros chèque. Que l'idéologie d'une époque sociale soit déterminée en dernière analyse par la nature de la société et de ses contradictions, sans doute, mais d'une manière un peu moins simpliste : M. Ibarrola ne fait-il pas du reste la preuve, par ses écrits, qu'on peut servir la bourgeoisie gratis ? Mais ce saut dans les « rapports humains » avait un but bien précis : l'artiste, l'écrivain ou le savant ne sont-ils pas merveilleusement libres en Russie, s'écrie-t-il ? Et il passe du même coup les bornes de la décence car enfin, à qui s'applique-t-elle sa doctrine de comptable, sinon à des putains littéraires du genre d'un Erhembourg ? Et puisqu'il s'agit de putains, comment M. Ibarrola peut-il parler de disparition de la prostitution en Russie au moment même où les journaux du grand pays socialiste lancent une campagne moralisatrice contre le développement de la prostitution autour des hôtels fréquentés par les étrangers (fortunés, bien entendu, M. Ibarrola, car le temps est loin où les ré-

volutionnaires du monde entier se rencontraient à Moscou !)

Force est donc de revenir au terrain économique. Là, Ibarrola s'avoue perplexe : « La démonstration (sic) qui précède prouve qu'il est presque aussi difficile de montrer que la force de travail est une marchandise (conséquences absurdes) qu'elle n'en est pas une (formes monétaires persistantes) ». Eh bien, voyons un peu ces « conséquences absurdes » qui le font reculer. Elles tiennent en quelques mots : l'Etat russe dit qu'il est socialiste ; si le salariat existait en Russie, il ne le serait pas ; donc le salariat n'existe pas en Russie.

Ibarrola a raté sa vocation : c'est jongleur qu'il aurait dû être. Depuis quand juge-t-on une société sur l'idée qu'elle se fait d'elle-même ? On bien on se déclare franchement idéaliste et alors on souhaite pieusement transformer les hommes, leur psychologie, leur « âme » pourqu'on pas, ou bien l'on est matérialiste et l'on sait alors que c'est la société qu'il faut transformer. Les révolutionnaires marxistes se distinguent précisément des petits-bourgeois bavards et démocrates en ce qu'ils savent que les « rapports humains » sont déterminés par les rapports économiques et en ce qu'ils veulent détruire les rapports de production capitalistes aujourd'hui trop étroits pour contenir les forces de production qu'ils ont développées et qui modèlent les « rapports humains » dans un contexte d'oppression alternativement pacifique et sanglante, toujours féroce.

Les révolutionnaires marxistes savent qu'il n'y aura de société socialiste que dans la mesure où les rapports de production capitalistes seront détruits : le marché, la monnaie et surtout le salariat, rapport fondamental de la société capitaliste. Ils savent qu'il y faudra du temps, des révolutions et la poignée de fer de la dictature du prolétariat. Ils savent qu'une révolution prolétarienne isolée dans un seul pays ne pourrait qu'amorcer cette transformation, mais déclencherait une guerre sans merci au reste du monde capitaliste, car il n'est pas de coexistence durable possible entre socialisme et capitalisme. Ils savent que Moscou a déclaré la paix au monde capitaliste, parce que la révolution y a été écrasée ; ils savent qu'on installe des « téléphones rouges » et que Krupp a pignon sur rue à Moscou.

C'est tout cela que veulent désespérément cacher tous les Ibarrola du monde. C'est pour cela, entre autres, qu'ils sont les complices de la conservation capitaliste. Mais leur cynisme ou leur bagout d'universitaires peut de moins en moins cacher la réalité du capitalisme russe.

Programme et action communistes

« (1) Le parti doit défendre et affirmer la plus grande clarté et continuité dans la doctrine communiste telle qu'elle s'est développée au travers des applications successives aux événements historiques qui en furent faites. On ne doit pas consentir à des proclamations de principe en contraste même partiel avec ces fondements théoriques.

2) Le parti doit en toute situation historique proclamer ouvertement le contenu intégral de son programme économique, social et politique, surtout en ce qui concerne la question du pouvoir, de sa conquête par la force armée, de son exercice par la dictature.

La dégénérescence des dictatures en un régime de privilèges pour une couche restreinte de bureaucrates et de prétoires s'est toujours masquée derrière des proclamations hypocrites d'amour du peuple à fond, tantôt démocrate, tantôt national. Elle a toujours prétendu avoir derrière elle la totalité des masses populaires, tandis que le parti révolutionnaire n'hésite pas à déclarer son intention d'attaquer l'Etat et ses institutions et de tenir la classe vaincue sous le poids despotique de la dictature, même quand il admet que seulement une minorité avancée de la classe opprimée est arrivée à comprendre ces exigences de la lutte.

« Les communistes, dit le Manifeste, dédaignent de cacher leurs buts ». Ceux qui se vantent de les atteindre en les tenant habilement cachés ne sont que les renégats du communisme.

3) Le parti doit observer une stricte rigueur dans la question d'organisation : il n'accepte pas de s'agrandir par des compromis avec des groupes ou groupuscules ou pis encore de conclure des marchés pour la conquête d'adhésions à la base contre des concessions à de prétendus chefs et dirigeants.

4) Le parti doit lutter pour une claire compréhension historique du sens antagonique de la lutte. Les communistes revendiquent l'initiative de l'assaut à tout un monde d'institutions et de traditions ; ils savent être une menace pour tous les privilégiés et appellent les masses à la lutte pour l'offensive et non pour la défense contre le prétendu danger de perdre des avantages conquis au sein du capitalisme. Les communistes ne donnent pas en prêt et bail leur parti pour courir aux remparts défendre des causes qui ne sont pas leurs, des objectifs non prolétariens comme la liberté, la patrie, la démocratie et autres semblables mensonges.

« Les prolétaires savent ne rien avoir à perdre, que leurs chaînes ».

5) Les communistes renoncent à toute cette débauche d'expédients tactiques qui furent utilisés sous le prétexte d'accélérer l'adhésion de larges couches autour du programme révolutionnaire.

Ces expédients sont le compromis politique, l'alliance avec les autres partis, le front unique, les différentes formules sur l'Etat utilisées comme ersatz de la dictature prolétarienne : gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement populaire, démocratie progressive, etc...

Les communistes voient une des principales conditions de la dissolution du mouvement communiste et de la dégénérescence du régime communiste soviétique justement dans l'emploi de ces moyens tactiques. Ils considèrent ceux qui, tout en déplorant l'infection opportuniste du mouvement stalinien continuent à défendre cet arsenal tactique, comme des ennemis plus dangereux que les stalinien eux-mêmes ».

Force, Violence et Dictature dans la lutte de classe, "Programme Communiste N° 32.

Programme Communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le numéro d'octobre - décembre est paru

Au sommaire :

- Wall Street, Moscou, via Turin.
- Socialisme ou proudhonnieries ?
- L'impérialisme dans la critique marxiste
- Le mouvement social en Chine (fin).

En vente dans les principaux kiosques ou à l'adresse du « Prolétaire ».

Le numéro : 2,50 F (Belgique : 25 FB)

Abonnement annuel : 9 F (90 FB)

Abonnement combiné avec « Le Prolétaire » : 12 F (120 FB)

Abonnement de soutien : 20 F (200 F.B.).

Perles du "pacifisme" américain

Dans le « New-York Times » des 1er et 2 octobre, M. Schlesinger, ancien conseiller des présidents Johnson et Kennedy, s'est livré à une critique jugée « sévère » de la politique américaine au Vietnam. Il reproche en particulier au gouvernement des Etats-Unis d'avoir perdu le « sens des proportions » et d'avoir fait de la guerre au Vietnam une « épreuve de force à signification mondiale ». Selon cette blanche colombe de paix « qu'il y ait des guerres de libération nationale, un jour, en Ouganda ou au Pérou ne dépend pas de ce qui se passe au Vietnam, mais de ce qui se passe en Ouganda ou au Pérou ».

Derrière cette plate vérité du pacifisme démocratique, se cache avant tout la crainte qu'une « épreuve de force à signification mondiale » mette un jour l'Amérique et le soldat américain face à face avec la révolution mondiale. Il se pourrait bien alors que le sort des guerres de libération nationale ne se décide plus dans la jungle, mais à New-York ou à Chicago. Ce n'est pas pour rien que le pasteur Luther King, un autre pacifiste notoire, reproche au gouvernement américain d'envoyer au Vietnam une trop forte proportion de noirs. Lui aussi se fait l'apôtre des « justes proportions » ; mais il s'agit là d'un habile dosage de droits et des devoirs civiques de la classe opprimée. L'Amérique a-t-elle jamais eu le « sens de la mesure » ?

Les forces sociales sur lesquelles repose la domination mondiale de l'impérialisme yankee dévaleront un jour dans l'arène politique américaine. En attendant, M. Schlesinger a lâché quelques vérités et sévérités qui en disent long : « Dans les décennies à venir, écrit-il, l'obstacle le plus efficace au communisme international (mais où loge-t-il aujourd'hui ?) pourrait bien être le communisme national ». Et encore : « Les deux plus grands échecs enregistrés récemment par Pékin — la destruction du parti communiste d'Indonésie et la déclaration d'indépendance de la Corée du Nord — ont eu lieu sous le patronage des Etats-Unis ».

N'est-ce pas clair ? Le communisme national et le patronage de la Démocratie américaine (c'est-à-dire des services de renseignements, du chantage, de la corruption et de l'assassinat), tels sont les plus solides piliers de l'ordre établi.

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

Les lecteurs de Belgique qui veulent prendre contact avec nous peuvent s'adresser à : B. P. N° 91, Ixelles 1 (Belgique).

Un cadavre à la peau dure : LE CRÉTINISME ÉLECTORAL

L'année 1967 sera celle des élections législatives. Tout porte à croire qu'une masse considérable d'ouvriers et de salariés de toute sorte se laissera convaincre une nouvelle fois de l'utilité et de la nécessité de millions de petits morceaux de papier que partis bourgeois et partis prolétariens dégénérés les invitent, d'un commun ac-

cord, à jeter dans l'urne. Dans la période que nous vivons, et qui voit le triomphe d'un totalitarisme d'autant plus puissant que tout un chacun y adhère sans s'en rendre compte, il serait vain d'attendre, même des couches sociales les plus exploitées, qu'elles renoncent spontanément à la partie la moins négligeable de leur opium idéolo-

gique, à cette croyance qu'on peut, sans lutte, sans effort, presque sans dérangement, parvenir peu ou prou à une amélioration de son sort. Il n'en est que plus nécessaire de continuer inlassablement l'œuvre de dénonciation entreprise par nos aînés à l'égard de la grande escroquerie idéologique sur laquelle se fonde la domination capitaliste.

"TOUT OU RIEN" ?

Le refus de voter est-il un acte purement passif ? On sait que c'est là l'argument-massue des partisans du bulletin de vote ; renoncer à ce droit, ce serait, à les entendre, se résigner à subir la gestion d'un gouvernement déterminé. Il faut reconnaître que cet argument est souvent venu à bout des dégoûts les plus prononcés à l'égard des tripatouillages électoraux. Combien d'ouvriers, de militants sincères, lors des dernières "présidentielles", se sont scandalisés de voir le P.C. soutenir la candidature de Mitterrand, homme politique bourgeois avéré, puis, au jour même de la cérémonie électorale, se sont résignés à jeter dans l'urne leur modeste bulletin uniquement parce qu'ils craignaient, en s'abstenant, de "faire le jeu" des hommes en place. Quand nous, adversaires irrédutibles de cette mascarade périodique, affirmons que "le bulletin de vote n'est pas l'arme du prolétariat", on nous jette inévitablement à la face cette riposte scandalisée : vous acceptez donc le pouvoir personnel et sa politique anti-sociale ? Si nous répliquons que les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent être défendus par le jeu des institutions bourgeoises, mais seulement par la lutte de classe et dans la seule perspective historique de la dictature du prolétariat, on nous reproche de dissimuler notre impuissance sous des phrases révolutionnaires aussi creuses que fanfaronnes : on nous accuse en somme de ne pas savoir trouver de milieu entre *Tout ou Rien*.

Il importe d'être clair sur ce point avant d'aborder la critique historique et théorique du parlementarisme. Nous ne craignons pas d'affronter le paradoxe : voter, au point de vue des intérêts de la classe ouvrière, ce n'est pas améliorer, même de façon très modeste, les conditions de lutte du prolétariat, c'est les aggraver.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1966

LISTE N° 10

Pluto, 50 ; Bonnes vacances chez Pluto, 50 ; Marcel, 20 ; François, 10 ; Bruno, 10 ; Georges, 10 ; Dédé en souvenir du 5e anniversaire de la mort de son père, 20 ; Philippe, 10 ; Hilden, 10 ; Guy, 10 ; André et Francine, 10 ; Jacques et Oscar, 10 ; Robert, 10 ; Monti, 10 ; Mario, 10 ; Ernest, 3 ; Alain, 20 ; Denise, 30 ; Paris, peu à peu, 37,46 ; François, 40 ; Suzanne, 20 ; Piccino, 34 ; Gérard, 4,17 ; Louis, 1 ; Etienne, 1 ; Pierre, 1 ; Artur, 1 ; Alfred, 1 ; Jean, 5 ; Dédé, 2 ; Michel, 2 ; Fred, 5 ; François, 11 ; Lucien, 30 ; Gisleno, 50 ; Alain, 15 ; Réunion Publique, 35 ; Louis, 38 ; Christian 70 ; Rusos, 20,20 ; Robert, 8 ; Emile, 15 ; François 40 ; Suzanne, Lucien, 20 ; Gérard, 5,76 ; X., 5,60 ; Christian, 14 ; R. et R., 80 ; Marie, 10 ; Louis, 10 ; Salvador, 10 ; Ahmad, 20 ; Ali, 20 ; Emmanuel, 5 ; René 2 ; Marcel, 2 ; Paul, 2 ; Joé, 2 ; Mario, 2 ; Carlo, 2 ; Octave, 2 ; Luigi, 2 ; Charles, 1,85 ; Gino 1 ; Recueillis à la réunion publique de Marseille, 65,60.

Total précédent	4.807,34 F
Total liste N. 10	1.096,24 F
Total général	5.903,58 F

Ceux qui *maintiennent* le pouvoir gaulliste ne sont pas ceux qui s'abstiennent de voter, mais ceux qui, acceptant le mécanisme de la consultation électorale, sont nécessairement désarmés devant ses résultats. Le gaullisme est un type de gestion des intérêts de la société capitaliste qui correspond aux exigences et aux possibilités d'une situation déterminée : expansion économique, prospérité. Aussi longtemps que dure cette situation, l'ensemble de la société votera, sinon pour la figure de de Gaulle, du moins pour le système de gestion capitaliste dont il a parainé l'avènement. Le gaullisme "passera la main" quand la situation changera, quand les difficultés économiques feront place à la prospérité : la majorité électorale suivra ce changement et ne le précèdera pas. Mais lorsque cette modification surviendra, la classe ouvrière sera d'autant plus incapable de reprendre l'avantage dans sa lutte de tous les jours qu'elle aura plus servilement épousé le cérémonial électoral actuel qui n'a pas d'autre but que de préparer un *changement de personnel de gestion* de l'Etat le plus souple possible. En d'autres termes, le mécanisme vanté aujourd'hui auprès des masses comme le moyen d'abattre le gaullisme servira alors à dépouiller sa chute éventuelle de tout contenu favorable à la classe ouvrière. Telle est la seule signification de la tactique qui consiste à lier la classe ouvrière à toutes les fractions politiques bourgeoises ayant un intérêt quelconque à prendre la succession du gaullisme.

Ce pronostic facile ne scandalisera les opportunistes que parce qu'il s'est vérifié cent fois et se vérifie encore sous nos yeux dans d'autres pays. De même que le travailisme n'a succédé au pouvoir des conservateurs en Angleterre que dans une conjoncture économique difficile et pour plier le prolétariat anglais aux exigences de "l'austérité" nécessaire au sauvetage du capitalisme britannique, de même une quelconque coalition de gauche ne prendra la relève du gaullisme en France que lorsque la crise économique se dessinera et qu'il faudra en faire accepter les conséquences aux salariés de ce pays. En dehors de cette expérience acquise et confirmée, tout le reste n'est que mensonge et verbiage démagogique : si la phrase révolutionnaire est aujourd'hui impuissante, la phrase démocratique et électorale n'en est pas moins criminelle au point de vue des intérêts du prolétariat parce qu'elle *retarde* le moment où il lui sera à nouveau possible de se battre pour ses objectifs propres et avec ses moyens d'action spécifiques. Devant cette aberration qui consiste, de la part de la classe exploitée, à participer à une mystification qui a pour but de perpétuer cette exploitation, s'abstenir de voter c'est déjà faire un pas — extrêmement modeste sans doute, mais réel — vers la prise de conscience des buts révolutionnaires du prolétariat. Les partisans d'une "lutte" ouvrière sur le terrain électoral font TOUT pour rendre une véritable lutte sociale impossible. Nous, abstentionnistes convaincus, nous ne pouvons faire que *très peu* aujourd'hui, mais au moins est-ce dans le sens d'une renaissance de cette lutte.

LE PROLETARIAT NAIT ANTI-ELECTORALISTE

La position marxiste à l'égard du parlementarisme n'a jamais été déterminée par des considérations d'efficacité immédiate. Les marxistes n'ont pas préconisé la participation aux élections et la présence de députés ouvriers au Parlement en raison du plus ou moins grand nombre d'améliorations matérielles que ces députés pouvaient y glaner au profit des masses salariées. De même, les marxistes n'ont pas déconseillé l'usage du mécanisme électoral en fonction de principes moraux et en raison de la corruption qui pourraient y contaminer les représentants ouvriers.

S'orientant en permanence vers le but final du mouvement prolétarien — la révolution armée et la dictature du prolétariat — le parti de la classe ouvrière s'est prononcé pour ou contre l'utilisation du Parlement uniquement en fonction des caractères généraux d'une phrase historique déterminée. Il y a eu, dans l'histoire contemporaine, de longues périodes où, la lutte révolutionnaire n'étant pas à l'ordre du jour, il n'existait pas d'autres moyens de cristalliser les avantages acquis de haute lutte par l'agitation ouvrière que de les faire sanctionner par la loi bourgeoise : les marxistes de cette époque ne cachaient pas que cette consécration n'avait qu'une valeur éphémère et ils ne cessaient pas pour autant de dénoncer le caractère exclusivement bourgeois du Parlement et de ses activités. Mais il s'est présenté par contre des situations historiques où la seule issue possible de l'agitation sociale était la prise révolutionnaire du pouvoir et où toute propagande électorale devenait, de la part des partis ouvriers, une œuvre de *détournement* et de neutralisation de l'énergie insurrectionnelle de la masse. Ces deux types de situation ne se délimitent pas d'une manière contingente et occasionnelle, mais en fonction de la nature caractéristique de chacune des phases de l'évolution historique de la société capitaliste qui, révolutionnaire en un premier temps, libérale et réformatrice ensuite, est entrée, depuis le début du XX^e siècle, dans sa phase décadente et totalitaire, où le Parlement ne sert même plus à trancher les divergences internes des classes dirigeantes et n'a plus d'autre fonction que de duper toute la société.

C'est dans la première phase historique du capitalisme qu'est apparu l'antagonisme irréductible qui oppose le prolétariat à la classe capitaliste dans toute sa violence et dans toute son étendue. Alors, la bourgeoisie n'avait pas encore la possibilité de donner aux travailleurs salariés l'illusion qu'ils appartenaient à la collectivité sociale et pouvaient effectivement user des droits consensément assurés à tous par la loi.

Cette impossibilité mettait à la fois en lumière la condition fondamentale de la classe ouvrière et la mission historique qui en découlait. C'est pourquoi le programme historique du prolétariat a été formulé à cette époque de façon complète et définitive dans le fameux "Manifeste du parti communiste" rédigé par Marx et Engels en 1847. Toute tentative ultérieure "d'enrichissement" et de "mise à jour" de ce programme ne fut en réalité qu'une acceptation des vieux mirages démocratiques que, précisément, les événements contemporains du

"Manifeste" — la révolution de 1848 en Europe — avaient démentis d'une manière tragique.

Mais cette pseudo-modernisation du marxisme correspondait, malheureusement pour la classe ouvrière, à une phase historique dans laquelle la bourgeoisie capitaliste avait pu et su lui faire des concessions spectaculaires en la conviant notamment à participer à la mascarade électorale. De cette manœuvre habile est né, dans la "conscience politique" des sociétés d'occident, une idée quasi-indéracinable dont l'opportunisme ouvrier s'est fait depuis plus d'un demi-siècle le plus actif propagateur ; la *privation de suffrage universel*, dont la bourgeoisie capitaliste a fait usage dans sa jeunesse pour tenir le prolétariat sous le joug, serait l'unique raison des violences révolutionnaires de cette époque, de même que les conditions draconiennes profondément inhumaines de l'aube de l'époque industrielle auraient constitué essentiellement un *anachronisme*, une *anomalie indigne* des pays civilisés. Cette conception est le produit direct de la propre prétention historique de la classe bourgeoise qui, dans son orgueil et sa suffisance de classe parvenue, s'imagina avoir découvert le meilleur système d'organisation sociale et la offre, sinon parfaite, du moins indéfiniment perfectibles, des rapports humains. Dans cette optique prétentieuse, la brutalité des conditions initiales de l'exploitation capitaliste se présente, en réalité, sous un jour faux : non pas comme ce qu'elle est en fait — l'essence des rapports bourgeois de production — mais comme une *survivance* des rapports sociaux prétendus, du féodalisme.

C'est là vouloir faire prendre les effets pour les causes. Le despotisme dans les fabriques, la contrainte physique au travail, le système des amendes et des sanctions, toute la sauvagerie du capitalisme naissant ne sont que des *moyens*, les plus frustes sans doute, mais les plus efficaces à l'époque où ils furent employés, pour instaurer par la force la *discipline capitaliste* dans la production.

A cette époque-là c'était encore par la contrainte brutale et directe, essentiellement, qu'il fallait plier toutes les masses laborieuses, des enfants aux vieillards, des fillettes aux mères de famille, aux exigences de l'*accumulation primitive* de capital. Par la suite, le capitalisme a trouvé des moyens bien plus souples, bien plus hypocrites, pour maintenir sa domination ; mais ce passage de la société bourgeoise par la "manière forte", s'est reproduit et se reproduit avec ponctualité dans chaque zone géographique qui entame à son tour le même processus. Les camps de concentration de Staline, lorsque fut abandonnée la perspective internationaliste de Lénine, les efforts surhumains de la fourmière chinoise, tout comme les sacrifices et misères imposés aux pays "indépendants" du Tiers-Monde, ne sont que la répétition, dans les pays encore vierges d'implantation de capital, du tragique calvaire que le prolétariat anglais a parcouru le premier. La schlague ou le knout, le bain temporaire ou le livret de travail des ouvriers, ce sont là des armes classiques de contrainte et de terreur, dont toutes les bourgeoisies du monde héritent

des classes dominantes qui les ont précédées et dont elles font usage sans vergogne.

Pas question, dans cette phase, de laisser à la classe exploitée la moindre possibilité de récrimination, pas le moindre "droit à la parole". Pas question d'entendre seulement parler de sa misère ; et surtout pas dans l'enceinte sacrée du Parlement démocratique. « Il faut que les ouvriers — disait autrefois le ministre et banquier Casimir Périer — sachent bien qu'il n'y a de remède pour eux que la *patience* et la *résignation* ». « L'homme, disait Staline, lui faisant écho un siècle plus tard, est le capital le plus précieux ». (Autrement dit, il faut tirer de lui le maximum).

La conquête du suffrage universel qui succéda à cette première phase, de même que l'amélioration toute relative qui lui fit écho dans le domaine des conditions de travail des salariés, ne constituent nullement des symptômes d'une transformation radicale de la société. Bien au contraire, l'octroi à la classe ouvrière de l'usage des divers droits démocratiques — y compris, dans une certaine mesure, le droit syndical — signifie essentiellement que des pays capitalistes déterminés sont suffisamment solides, suffisamment riches pour consentir aux classes exploitées au moins l'apparence d'un "droit de regard" sur la gestion des affaires politiques. Ce droit, bien loin de constituer une menace pour la domination du capital, permet au contraire, d'assurer à son fonctionnement une continuité à l'abri de continues crises sociales : à ce stade les revendications ouvrières se résolvent plus ou moins bien dans des conflits exclusivement économiques, les contradictions politiques se dissolvent dans la joute oratoire du Parlement.

Dans cette période, l'utilisation des droits démocratiques par le parti de la classe ouvrière n'implique pas nécessairement un renoncement à la révolution. *Il s'agit seulement*, comme Engels l'indiquera à plusieurs reprises, de mettre à profit une phase de calme social relatif, mais qui prépare de violentes explosions, pour préparer les masses à la lutte décisive.

Si l'on replace cette saine activité des partis ouvriers au Parlement, dans son contexte historique, comme nous le ferons dans notre prochain numéro, les arguments des actuels socialistes ou communistes de Parlement apparaissent immédiatement pour ce qu'ils sont effectivement : mensonges et dupes. D'ailleurs le simple fait qu'une utilisation correcte du Parlement par le parti prolétarien soit liée à l'existence d'une phase déterminée de l'évolution du capitalisme — et d'une phase caractérisée par l'absence de crises et d'explosions sociales violentes — suffit à prouver que cette utilisation n'est plus défendable dans un monde comme le nôtre, jalonné par les guerres, les massacres et l'extension ininterrompue du domaine de la faim sur le globe.

Dans le prochain numéro :

Parlementarisme et revendications ouvrières et le parlementarisme révolutionnaire dans la phase impérialiste.

NOS PRINCIPES

La doctrine du parti est fondée sur les principes du matérialisme historique et du communisme critique de Marx et Engels, qui ont été énoncés dans le Manifeste Communiste, Le Capital et leurs autres œuvres fondamentales, et qui ont formé la base de l'Internationale Communiste de 1919.

1. — Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, où elle se manifeste dans l'opposition d'intérêts et la lutte de classe du prolétariat et de la bourgeoisie dominante.

2. — Les rapports de production actuels sont protégés et défendus par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Même quand il fait usage d'élections démocratiques et quelle que soit la forme de représentation qu'il comporte, il constitue toujours un organe exclusif de défense de la classe capitaliste.

3. — Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le mécanisme des rapports de production capitalistes dont son exploitation dérive sans détruire le pouvoir bourgeois par la violence.

4. — Le Parti de classe est l'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus décidée de celui-ci, il unifie les efforts des masses ouvrières qui luttent pour des intérêts partiels et des résultats contingents en un combat général pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels de l'action, de diriger la classe ouvrière tout au long de la lutte, assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. — Après avoir abattu le pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieux appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature. Il privera de tout droit et de toute fonction politiques les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, les organes du nouveau régime reposant exclusivement sur la classe productrice. Tel est le programme que le Parti communiste se propose de réaliser et qui le caractérise. C'est donc lui qui représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne.

6. — Seule la force de son Etat permettra au prolétariat d'intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en prenant toutes les mesures qui assureront la transformation progressive du capitalisme en une gestion collective de la production et de la distribution.

7. — Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toute la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité même de l'Etat politique, dont l'appareil se réduira peu à peu pour laisser place à une administration rationnelle des activités humaines.

8. — Dans la première moitié du XX^e siècle, le développement de l'économie capitaliste a été marqué par la constitution de syndicats patronaux tendant au monopole, et par des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, qui allèrent jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat. Dans le domaine politique, on constate un renforcement de la police, de l'armée et des formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au

socialisme, et encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois ; il s'agit tout au contraire de formes du capitalisme le plus développé, celui-ci exerçant le pouvoir et dirigeant l'Etat de façon plus directe et plus exclusive que dans le passé.

Ce processus exclut les prévisions pacifistes, évolutionnistes et progressistes sur le développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'affrontement de forces de classe adverses. Pour que le prolétariat puisse opposer au potentiel accru de l'ennemi des énergies révolutionnaires renforcées, il ne doit pas reconnaître comme sienne la revendication illusoire d'un retour au libéralisme démocratique et aux garanties constitutionnelles. Le Parti ne doit même pas l'admettre comme moyen d'agitation, puisqu'il doit en finir historiquement avec la pratique des alliances avec des partis bourgeois ou pseudo-ouvriers et réformistes, même pour des buts contingents.

9. — Les guerres impérialistes démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait qu'il est entré dans une période où son expansion, au lieu de signifier accroissement continu des forces productives, est conditionnée par des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, les classes dominantes étant parvenues à lui imposer la solidarité nationale et militaire avec l'un ou l'autre des belligérants. La solution historique opposée pour laquelle nous luttons est la reprise de la lutte de classe jusqu'à la guerre civile, à la destruction de tous les Etats bourgeois et de toutes les coalitions internationales, par la reconstitution du parti communiste international comme force autonome, indépendante des pouvoirs politiques et militaires actuels sans aucune distinction.

10. — L'Etat prolétarien ne tire pas sa fonction de réorganisation sociale de sa conformité à un modèle constitutionnel quelconque, mais de sa nature révolutionnaire. L'exemple historique le plus achevé d'un tel Etat a été, jusqu'à présent, celui des Soviets (Conseils de travailleurs) qui sont apparus dans la révolution d'Octobre 1917 alors que la classe ouvrière s'armait sous la direction du parti bolchevique, qui se sont érigés en organes exclusifs du pouvoir, l'Assemblée Constituante ayant été dissoute, qui ont repoussé les attaques des gouvernements bourgeois étrangers et écrasé à l'intérieur la rébellion des classes vaincues, des couches petites-bourgeoises et opportunistes, alliés habituels de la contre-révolution dans les moments décisifs. C'est cette œuvre historique imposante, et non point leurs statuts internes, qui ont fait des Soviets un modèle de pouvoir socialiste.

11. — La réalisation intégrale du socialisme est inconcevable dans les limites d'un seul pays et la transformation socialiste ne peut aller sans succès et reculs momentanés. La défense du régime prolétarien contre les dangers toujours présents de dégénérescence n'est possible que si l'Etat ouvrier reste continuellement solidaire de la lutte internationale du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie, son Etat et son armée ; cette lutte ne saurait connaître de trêve, même en temps de guerre. Cette coordination ne peut être assurée que si le Parti communiste mondial (L'Internationale prolétarienne) contrôle la politique et le programme des Etats où la classe ouvrière a acquis le pouvoir.

Extrait des « Bases pour l'adhésion au Parti Communiste International (Programme Communiste) ».

Un syndicalisme

(Suite de la première page)

dans l'histoire du capitalisme, a voulu officiellement reconnaître aux syndicats un rôle national ? C'est le fascisme, le système tellement honni par toutes les forces politiques qui contrôlent aujourd'hui les syndicats ouvriers ; le fascisme, qui affirmait que tous les conflits d'intérêts économiques entre groupes sociaux pouvaient être surmontés dans l'union des citoyens en un tout national, qui disait que les syndicats pouvaient efficacement contribuer à apaiser ces conflits et à œuvrer à l'union nationale. Ce n'est qu'un paradoxe apparent que celui qui place dans la bouche des démocrates actuels le même langage que tinrent autrefois les premiers fascistes : en dépit de sa victoire militaire sur les pays fascistes, la démocratie bourgeoise pourrissante s'est insensiblement mais intégralement convertie au fascisme. En doute-t-on encore ? Il suffit de savoir lire ce qu'écrivent les champions forcés de la démocratie véritable : la Commission administrative de la C.G.T. — nous disent les journaux syndicaux — prenant à témoin les parlementaires de « l'injustice » qui la frappe, leur demande « s'ils approuvent une telle utilisation (des « crédits syndicaux », N.D.R.) contraire aux principes du droit et de la démocratie ». Ceci signifie en toutes lettres que les « principes du droit et de la démocratie » comportent un équitable repartition entre les syndicats de l'argent étatique destinés à les corrompre. Cela veut dire que la meilleure démocratie serait celle qui réaliserait l'asservissement des organisations ouvrières à l'Etat bourgeois. En d'autres termes, que la démocratie s'est emparée des méthodes du fascisme et que ce sont les antifascistes les plus forcés de la dernière guerre qui en réclament le plus instamment l'application.

En attendant que les ouvriers, qui subissent déjà dans leur chair les conséquences de cette trahison, en prennent conscience, c'est ce qu'il fallait pour l'instant démontrer.

A propos du film "OCTOBRE"

Tout récemment sorti des caves du Kremlin, le "chef-d'œuvre ignoré" de S.M. Eisenstein, « Octobre », passe actuellement dans les salles de cinéma pour la première fois depuis 32 ans.

Ce film a été accueilli par les critiques bourgeois et stalinien avec la même admiration hypocrite. On n'en finit pas d'apprécier le génie cinématographique d'Eisenstein, mais d'histoire, il n'est point question.

Pour notre part, nous ferons une première critique concernant l'insuffisance avec laquelle Eisenstein a rendu la Révolution d'Octobre.

Il appartenait à un artiste officiel de la République stalinienne de raconter la Révolution d'Octobre en se bornant aux événements d'Octobre. Le résultat, c'est qu'on a l'impression que la Révolution russe s'est réduite à la prise d'un palais impérial par une "majorité populaire", "injustement" accusée de félonie par les forces de l'ancien régime.

Il était tout d'abord capital de retracer la lutte politique menée par Lénine depuis la création de la fraction bolchevique dans le parti social-démocrate russe, lutte qui avait confirmé la nécessité pour le prolétariat de s'organiser dans un parti de classe pour faire la Révolution : en effet, ridiculiser les mencheviks palabrant à l'institut Smolny pendant que les ouvriers prennent d'assaut le palais d'Hiver n'est d'aucun enseignement, c'est avant 1917 qu'il fallait les montrer à l'œuvre pour mettre en évidence l'obstacle qu'ils ont continuellement opposé à la Révolution.

Un autre aspect de la Révolution russe est la perspective dans laquelle se plaçaient les bolcheviks : il était évident pour eux que la Révolution éclatait dans le cadre d'une crise très grave du capitalisme mondial et qu'immanquablement le prolétariat (européen surtout) se mettrait lui aussi en mouvement. De plus les bolcheviks savaient que le pouvoir révolutionnaire ne pourrait se maintenir dans une Russie arriérée qu'à la condition que l'Europe industrielle vienne à son aide. On sait combien cette double perspective était juste, on sait aussi comment les mouvements révolutionnaires russes furent anéantis par la contre-révolution stalinienne, mais il reste que la Révolution d'Octobre était et ne pouvait être qu'internationaliste.

Une autre lacune, c'est l'absence presque totale de la paysannerie russe dans la bataille. Pourtant elle constitua une force énorme qui permit au pouvoir révolutionnaire de s'installer dans les campagnes, et de plus, elle joua en général un rôle important aux côtés du prolétariat pendant la guerre civile.

Au lieu de cela que nous montre Eisenstein ? la prise du palais d'Hiver à Pétersbourg ; c'est réduire à presque rien la plus formidable révolution de l'histoire. Il fallut au prolétariat russe et à son parti une audace extraordinaire pour prendre le pouvoir dans un pays essentiellement agricole sachant que la paysannerie serait à leurs côtés pour renverser le régime tsariste et la république bourgeoise, mais aussi, qu'elle résisterait de toutes ses forces à la destruction des rapports de production bourgeois.

La marque stalinienne de "cette

grande œuvre d'art" ne se manifeste pas seulement dans la version démocratique et populaire qu'il donne de la révolution prolétarienne d'Octobre, mais dans la falsification historique qui consiste à raconter les journées révolutionnaires sans montrer Léon Trotsky, président du Soviet de Pétersbourg et membre de la Commission militaire, si ce n'est pour insinuer qu'il était, à l'époque, menchevik et adversaire de la révolution. Il est pourtant de notoriété publique que Trotsky rallia le parti bolchevik dès son retour en Russie en 1917, que Lénine s'en félicita publiquement et qu'ils conjuguèrent leurs forces pour convaincre "les vieux bolcheviks" (Staline tout le premier !) de la nécessité de l'insurrection.

Les insinuations perfides du film contre Trotsky s'expliquent par le fait qu'il fut tourné en 1928 au moment où la contre-révolution stalinienne liquidait physiquement la gauche internationaliste dirigée par Trotsky et par... la docilité politique des "grands artistes" y compris les "cinéastes géniaux".

Ainsi ce film qui aurait dû être un modèle d'enseignement pour tous les révolutionnaires est réduit à une image d'épinal : le peuple innombrable déferlant sur le palais d'Hiver défendu par quelques soldats, une lutte du peuple tout entier contre une minorité réactionnaire.

Ce que fut la Révolution en réalité, c'est le plus gigantesque assaut du prolétariat contre la bourgeoisie internationale et c'est parce qu'elle fut cela qu'elle est une formidable incitation à continuer la lutte contre le capital.

La crise allemande

(Suite de la page 1)

On comprend le problème que pose l'orientation vers un élargissement du commerce avec l'Est aux dirigeants de la R.F.A. et surtout aux maîtres des grandes entreprises : Krupp, par exemple, qui occupe 112.000 employés, fabriquant 3.000 produits, pour lequel les pays de l'Est représentent 11 % de ses débouchés extérieurs et qui voudrait porter cette proportion à 20 %.

A cet élargissement rendu possible par la détente et les manifestations d'indépendance consécutives de la Pologne, de la Roumanie, l'U.R.S.S. met

comme condition la reconnaissance officielle de la zone d'influence qui lui fut concédée à Yalta (reconnaissance de la R.D.A. et de la frontière Oder-Neisse). La R.F.A., au contraire, suit toujours officiellement la doctrine Hallstein qui s'oppose à l'élargissement des relations avec les pays qui reconnaissent officiellement la R.D.A.

Des politiciens à l'imagination fertile, Barzel, vice-président de la C.D.U., en juin 1966 (voir "Le Prolétaire" n° 36), plus récemment Wehner, vice-président du parti social-démocrate ouest-allemand, ont proposé des compromis visant à une réalisation par étapes de la réunification de l'Allemagne, tentant ainsi d'apporter une solution à la "crise" allemande, c'est-à-dire au problème posé par l'inégalité de développement du capitalisme au cœur de l'Europe, et en particulier au développement soutenu de l'énorme arsenal de la Ruhr. Il est évidemment trop tôt pour prévoir la solution qu'adoptera le capital financier allemand, mais tout permet de prévoir qu'elle entraînera à plus ou moins brève échéance une nouvelle catastrophe.

La seule façon de l'éviter pour le prolétariat allemand et européen est le rejet de toutes les tentatives pacifiques de "détente" et de "rapprochement" entre des adversaires armés jusqu'aux dents.

Le seul remède est dans la reconstitution du parti international de classe pour la préparation de l'assaut à l'Etat bourgeois, de la destruction des nations bourgeoises, de l'abolition de l'échange mercantile générateur de guerres, pour une planification mondiale de la production par la dictature du prolétariat.

PROLETAIRES
DE LANGUE
ITALIENNE

Lisez :

il PROGRAMMA
COMUNISTA

Journal bi-mensuel

et

SPARTACO

Bulletin de lutte
syndicale

Spécimen gratuit
et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Prolétaire"

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert